

CIBLE

Laisser-faire

La Chine a d'énormes réserves de change. Alors elle achète de tout et partout : en Afrique, en Asie centrale, en Europe aussi, où elle amorce son offensive en offrant des contrats à prix cassés et une main d'œuvre misérablement payée. A l'intérieur de l'Union, plusieurs pays pauvres exportent eux aussi des travailleurs sous-payés et les processus d'appauvrissement, à l'Est et à l'Ouest, se conjuguent.

Les avertissements d'économistes réputés ne sont pas entendus. A Paris et à Bruxelles, on continue à laisser faire et il n'y a rien à attendre de l'Organisation mondiale du commerce, fondée sur le libre-échange.

Il en résultera des mouvements de colère contre les travailleurs chinois, polonais, roumains – alors qu'ils sont victimes comme nous de la libre concurrence. Nous devons prévenir ces réactions xénophobes en expliquant comment rétablir la situation : plan européen de développement économique et social dans un espace continental protégé ; relance par les États des économies nationales, réforme du système monétaire international et monnaie européenne commune. Socialistes, entendez-vous ?

VOISINAGE

L'Espagne des dangers

Idées

**Claude
Lévi-Strauss**

p. 9

Accord

**Alba lance
le Sucre**

p. 10

Courrier

C'est vous qui le dites...

DISSUASION NUCLÉAIRE

Je suis content de n'avoir connu qu'une seule invasion dans ma vie alors que mes parents en avaient subi deux et mes grands-parents trois. Je ne suis pas sûr que ce soit uniquement grâce à la bombe atomique. Nous avions déjà eu un répit d'un peu plus d'un demi-siècle entre nos deux Napoléons, et nous pourrions avoir eu une certaine responsabilité dans nos malheurs.

Une des raisons pour lesquelles je ne suis pas convaincu des vertus de la bombe atomique, c'est que si elle permet à ses possesseurs de légitimement se protéger sans avoir à se battre, elle leur permet aussi d'exercer un chantage moins légitime sur ceux qui ne l'ont pas. Or ceux qui l'ont m'inquiètent tout autant que ceux à qui ils voudraient maintenant l'interdire, ce qui par ailleurs ne paraît pas gagné.

Après avoir exécuté en quelques minutes quelque centaines de milliers de civils japonais innocents, dont à Nagasaki une bonne partie de ceux que l'on s'était donné du mal à convertir au catholicisme, les Américains ont aussitôt enrôlé pour lutter contre le communisme des militaires moins innocents puis sont allés pleurer sur le cercueil de l'empereur Hirohito, toutes gens qu'ils avaient promis de pendre à

l'issue d'un procès exemplaire comme celui de Nuremberg. L'exemple ne me paraît pas très dissuasif pour ceux qui seraient tentés de rééditer Pearl Harbour.

Je crois me souvenir aussi que les Américains avaient été ensuite tentés de lancer une bombe atomique sur la Chine lors de la guerre de Corée et qu'ils l'ont donnée ou permise dans la même éventuelle intention à leurs amis indiens et pakistanais. Pas étonnant que les Chinois aient voulu aussi l'avoir et que finalement tout le monde veuille l'avoir si ceux qui l'ont proclament eux-mêmes que c'est le seul moyen de se faire respecter.

Le moraliste et humoriste Auguste Detœuf, accessoirement Président de la Sté Alsthom (qui s'écrivait alors avec un H) et éditorialiste au *Figaro*, écrivait en 1938 dans ses *Maximes* : « *Il faut choisir de faire peur à tout le monde ou de ne faire peur à personne ; le second choix est le seul à la portée de tous* ».

Je crois moins à un danger d'agression extérieure qu'à un danger de désagrégation interne dans un Pays où seule la création de son bouclier fiscal a un peu délégitimé aux yeux de son Président la liberté prise par ses amis de délocaliser leur fortune et de faire bande à part. Si la Patrie était à nouveau en danger, il me paraîtrait difficile d'empêcher celui qui n'a que sa peau à sauver d'aller lui aussi la mettre à l'abri

en Suisse. Je ne comprendrais pas qu'on osât lui faire la morale dans une Société du *chacun pour soi* où l'on se porte mieux d'avoir des ancêtres négriers que d'avoir eu un père mort pour la France. Que resterait-il d'ailleurs du patrimoine commun que nous aurions à défendre ? En ce qui concerne le patrimoine matériel, on est en train d'en achever la privatisation et il ne nous restera bientôt plus en commun que les lourdes dettes de l'État. Quant au souvenir glorieux de nos victoires militaires et de nos conquêtes sociales, ce ne sera pas un patrimoine trop lourd à emporter et ce n'est pas ce qui restera de la Patrie à la semelle de ses souliers qui sera de nature à retenir quiconque.

P.V. (Île-de-France)

MONARCHIES

Lecteur de *Royaliste*, je vois revenir souvent dans vos colonnes une inquiétude, légitime, quant aux volontés d'abolition de la monarchie en Australie (lieu du débat le plus corsé) mais aussi au Canada, voire en Nouvelle-Zélande. Il y a tout de même, pour nous royalistes français plutôt partisans de dynasties nationales un problème qu'il faut voir en face. Quid d'un souverain ou d'une souveraine qui ne réside jamais sur le territoire ? Dans le cas du Canada, la présence du Québec rend la chose encore plus aléatoire et combien compréhensible. Cette monarchie à distance, héritage direct d'une ère coloniale, n'est quand même pas un modèle que nous pouvons soutenir sans discussion.

Pourquoi ne pas envisager alors la création de monarchies australienne ou canadienne ? De monarchies nationales ?

La famille royale britannique qui en serait la racine ne manque

pas de princes ou de princesses disponibles. Ainsi fut créée la famille royale Norvégienne en 1905, par exemple. Alors que des Windsor deviennent rois ou reines d'Australie, du Canada ou de Nouvelle-Zélande quoi de plus naturel et ces dynasties enfin enracinées et libérées de la tutelle britannique ne contribueraient-elles pas à asseoir définitivement ces monarchies constitutionnelles en Amérique et en Océanie ? Pourquoi n'y penser jamais ?

E.M. (par internet)

[Les Brèves que nous publions n'ont pas pour vocation de « donner en modèle » telle ou telle monarchie ou de nous « inquiéter » de leur évolution. Elles n'ont comme but que de donner des informations que l'on ne trouve pas dans la grande presse. C'est bien sûr aux citoyens des pays en question de décider de la forme de leurs institutions.]

GAULLISME

Une phrase dans le numéro 954 de *Royaliste* m'a un peu surpris. Vous y avez écrit dans l'édito de la dernière page « *Nous souhaiterions que les gaullistes se demandent si le sectarisme et le conservatisme social sont dans la tradition dont ils se réclament* ». Il me semble que d'ordinaire vos propos et vos pensées témoignent au contraire d'une très grande admiration et convergence de vues non seulement avec l'action et les vues du Général, mais avec les prises de positions de ceux qui s'en inspirent aujourd'hui. Alors je reste perplexe. A moins évidemment que vous n'ayez visé que ceux, nombreux il est vrai, et parfois haut placés qui s'y réfèrent aujourd'hui et qui sont plutôt les héritiers du pompidolisme !

P.M. (Île-de-France)

royaliste
BIMONESTRE DIRECTEUR POLITIQUE BERTHOUD NERLOVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Mais ils sont parfaits ! - L'art de se détruire - p.4 : L'Alba lance le Sucre - p.5 : L'autre moitié du monde - p.6/7 : L'Espagne désenchantée - p.8 : Dialectique de la résistance - p.9 : Claude Lévi-Strauss - p.10 : Le passager de l'oeuvre - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Scénario noir.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.33.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Mais ils sont parfaits !

La désignation du président du Conseil européen et du Haut représentant de l'Union aux Affaires étrangères a provoqué une dégoulinade de bile noire chez les européistes patentés. Pas chez nous !

Herman Van Rompuy, la baronne Ashton de Upholland. Nous, on les trouve parfaits. Pas parce qu'ils portent une particule, vous pensez bien. Mais parce qu'ils sont parfaitement adéquats. Adéquats à quoi ? À leur fonction. Ou plutôt à leur non-fonction. À la réalisation de l'idée européenne, telle qu'elle a été conçue par les *réalistes*. Ils voulaient une *gouvernance*, autrement dit une structure molle enkystée dans la pâte du traité de Lisbonne ? Ils l'ont ! Pour le consensus filandreux, il fallait des personnalités consensuelles. Elles sont là, tout en haut de l'affiche, avec le toujours complaisant Barroso. Parfaitement atlantistes, parfaitement ultralibéraux : ils défendront, dans la langue de bois habituelle, une Amérique des années cinquante et une idéologie économique concassée par la crise que nous subissons.

Ce qui m'étonne, ce n'est pas le trio Ashton-Van Rompuy-Barroso. C'est l'étonnement des européistes patentés, journalistes et dirigeants politiques, qui ont dit Oui au *traité constitutionnel* et à sa copie de Lisbonne. Sous l'effet du dépit, ils se sont montrés tels qu'ils sont : arrogants, méprisants, insultants.

Écoutons Daniel Cohn-Bendit : Herman Van Rompuy est *falot*, Catherine Ashton est *insignifiante*.

Écoutons Éva Joly, député Vert : *personne ne connaît* M. Van Rompuy. Vraiment ? Le Premier ministre belge est un inconnu, sauf par les Belges, par les amis et voisins des Belges, par les journalistes et les politiques qui s'intéressent vraiment aux questions européennes - ce qui fait beaucoup de monde. Si on faisait un sondage dans l'Union européenne, on verrait que M. Van Rompuy est plus connu qu'Éva Joly, qui semble tenir les Belges pour des moins que rien.

Écoutons Jean Quatremer, de *Libération* notant que Catherine Ashton n'est « *pas la plus brillante* » des femmes qui auraient pu être choisies. Ce qui veut dire qu'elle est bête.

Nous nous ferons notre opinion sur les nouveaux gérants de l'usine à gaz quand ils seront à la tâche. Pour le moment, nous constatons que les purs et durs de l'europhisme se sont mentis à eux-mêmes ou nous ont menti. Quoi ! Tout ça pour ça ? Les traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice, de Lisbonne, soit près de vingt ans de palabres pour en arriver à ce constat que l'Union européenne est une superposition d'organismes sans projet dirigés par des nuls ? Que de temps perdu ! Et ce n'est pas fini : une structure molle disparaît plus lentement qu'une dictature.

Sylvie FERNOY

L'art de se détruire

Les ségolénistes qui voulaient détruire le Parti socialiste sont en train de se détruire eux-mêmes - ce qui compromet la tentative d'union avec le centre.

Nous ne croyons pas aux sondages mais les sondages sont tenus pour vrais par les socialistes qui, toutes tendances confondues, ont de sérieuses raisons d'être consternés par le conflit entre Ségolène Royal et Vincent Peillon qui a éclaté le 14 novembre à Dijon.

Voici donc la vérité sondagière : 54 % des Français estiment que Ségolène Royal est une mauvaise candidate à la prochaine présidentielle, et 60 % ne comprennent pas les raisons de son conflit avec Vincent Peillon. Pour la démocratie participative, vantée par une femme de terrain toujours à l'écoute des citoyens, c'est raté. D'ailleurs, tout est raté.

Ratage de Ségolène Royal : vaincue en 2007 mais disposant d'un gros capital électoral et d'un fort courant de sympathie à gauche, elle a gâché successivement tous ses atouts. Elle aurait dû tenter de prendre le pouvoir au sein du Parti socialiste en 2007 et elle ne l'a pas fait. Elle a voulu développer son propre appareil en dehors du P.S. mais la plupart de ses lieutenants l'ont quittée et elle a perdu le soutien des indispensables barons de Lyon et de Marseille. Elle a voulu prendre en main le courant ségoléniste *L'Espoir à gauche* animé par Vincent Peillon, qui l'avait soutenue lors de la bataille du congrès mais elle vient le défier à

Dijon, provoque sa colère et, le congédiant comme un valet insolent, l'installe dans la rébellion. Sondages ou pas, c'est plutôt mal parti pour la présidentielle.

Ratage du recentrage opéré par *L'Espoir à gauche* : dès 2007, au mépris de la ligne du Parti socialiste, Ségolène Royal rêvait d'une alliance avec François Bayrou. En août dernier à Marseille, Vincent Peillon a amorcé l'opération en réunissant Robert Hue (communiste à la retraite), Daniel Cohn-Bendit (libéral-libertaire peint en vert) et Marielle de Sarnez (cheftaine du Modem). Cette rencontre fit grand bruit. Toujours au mépris de la ligne socialiste, réaffirmée au dernier congrès, Vincent Peillon a voulu pousser son avantage en organisant le même type de rencontre à Dijon. Patatras ! Le courant porteur se scinde entre ségolénistes et peillonistes.

Ratage pour l'ensemble du Parti socialiste : l'affaire de Dijon démontre que Martine Aubry ne contrôle pas son organisation, toujours livrée à la guerre des chefs et de surcroît confrontée à une dérive droitiste. De plus en plus discrédité dans l'opinion, Nicolas Sarkozy a de bonnes raisons de parier sur sa réélection.

Annette DELRANCK

L'Alba lance le Sucre

Le dollar, devise de référence, ne peut plus faire face. Les dérèglements que sa faiblesse entraîne peuvent renvoyer aux calendes toutes perspectives de sortie de crise. Des solutions pourtant apparaissent...

La situation. Selon les calculs des banquiers suisses, le *juste prix* de l'euro devrait être 1,22 dollar. C'est-à-dire qu'au-delà de cette limite, les difficultés apparaissent. Or, ces semaines-ci, l'euro s'échange aux alentours d'un dollar et demi. À ce niveau, les exportations européennes deviennent problématiques pour bon nombre de secteurs, notamment l'aéronautique. Les interventions des banques centrales ne peuvent que faiblement corriger cette situation et de toute façon uniquement à court terme.

Le dollar est malade et ce ne sont pas les perspectives de l'économie étatsunienne qui vont améliorer sa situation. Les États-Unis ont emprunté la somme pharamineuse de 1 800 milliards de dollars en 2009, et il est prévu que les besoins pour 2010 atteignent 1 200 milliards. Les capacités d'absorption des différents marchés ne sont pas infinies et l'on va vers une crise de la dette. Ce qui ne pourra être placé dans des conditions décentes devra être compensé par la création de monnaie et ce processus amène toujours à une fragilisation de la devise concernée. En outre, les prévisions macro-économiques, notamment la hausse du chômage, n'amènent guère à l'optimisme.

Il paraît clair que la devise étatsunienne ne peut plus conserver son statut de référence. Il faut donc trouver des remèdes.

La première idée qui s'offre est de remplacer le dollar par une autre monnaie. Or aucun pays ne peut à lui seul revendiquer la situation géostratégique et économique qui fut celle des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Monnaie forte, la devise européenne ne l'est pas pour de bonnes raisons. Si on s'en tient aux fondamentaux de l'économie, elle devrait même se trouver dans une tout autre situation. C'est là que les contradictions du système euro-péiste apparaissent. Il n'y a pas d'Europe-puissance et il n'y en aura pas. De plus, le succès d'une monnaie unique tient à l'homogénéité de la zone économique qu'elle recouvre et les différences, les gouffres même, qui se font jour empêchent à jamais l'euro de devenir une référence mondiale. Le principal risque pour la monnaie est l'écart grandissant entre les taux demandés par le marché international pour couvrir les dettes des différents États de l'Union.

Le yuan chinois ne peut non plus servir d'alternative, étant une monnaie au cours trafiqué pour des raisons commerciales. Pas plus le yen japonais.

La deuxième solution consisterait à laisser les rapports de marchés se faire librement. Cela revient à la guerre des monnaies et c'est vers cela que nous allons selon bon nombre d'experts. La valeur des quatre principales mon-

naies : dollar, euro, yen et yuan, serait donc fluctuante. Par principe, on ne peut déterminer l'ampleur des écarts qui pourraient apparaître. Or, cette désorganisation des taux irait à l'encontre même de ce qui est nécessaire pour la stabilisation de l'économie, seule à même de permettre une sortie durable de la crise. La mise en place de ce système équivaldrait à rendre impossible toute prévision sérieuse du devenir économique et rendrait surtout le commerce international infaisable entre zones. Ce laisser-faire s'étendrait immanquablement aux matières premières qui offriraient un champ d'action de choix à tous les spéculateurs. Il va sans dire que toutes les économies, et partant les plus faibles, seraient durement touchées.

Ce dernier scénario n'a rien d'inéluctable. Les sommets du G 20 ont été un échec et les actions du FMI de l'ineffable Strauss-Kahn ne participent en rien à la solution du problème. Aussi convient-il de regarder avec le plus grand intérêt l'initiative régionale prise il y a quelques semaines par neuf pays d'Amérique du Sud réunis dans l'*Alliance bolivarienne pour les Amériques* (ALBA). Depuis quelques années déjà, nous avons évoqué tout l'intérêt et la pertinence de la vision économique d'ensembles régionaux cohérents. Des économistes de renom, tels Jean-Luc Gréau et Jacques Sapir, en ont fait leur

cheval de bataille et s'éloignent le temps où ils prêchaient dans le désert.

L'idée, simple à exprimer l'est certes moins à décrire. C'est Chavez qui a pris l'initiative de la discussion entamée en 2008. L'idée est ancienne chez lui, il faut le lui reconnaître et son opposition aux États-Unis entre dans une phase constructive. L'idée centrale est de se débarrasser des méfaits du dollar et de créer un cadre commun aux politiques de développement concertées entre ces pays. Ce traité qui porte le doux nom de *Sucre* (Système Unitaire de Compensation Régionale) signé le 16 octobre 2009 est une première et l'on rêve qu'il ouvre la voie à d'autres.

L'accord s'inspire conjointement de l'Union européenne des Paiements, dispositif mis sur pied dans les années 50 et du projet Keynes de 1941. Son objectif est de créer un « *mécanisme de coopération, d'intégration et de complémentarité économique et financière destiné à promouvoir le développement intégral de la région latino-américaine* ». Le *Sucre* ainsi créé est une sorte de monnaie commune, monnaie de crédit non destinée à courir les rues mais à servir à des échanges entre les pays de la zone. Le taux de cette monnaie sera fixe mais régulièrement, tous les six à douze mois, revu. La Création d'une banque d'investissement multinationale est prévue par le même accord.

Cette initiative montre un chemin, celui de la création d'ensembles régionaux seuls susceptibles d'apporter la stabilité et tel le *Sucre*, selon les mots de Jacques Sapir qu'on soupçonne très amicalement d'avoir mis la main à l'opération : « *propose une solution viable pour les pays qui en sont membres et en réalité coopérative à l'égard des autres pays* ». C'est ce que nous ne cesserons de soutenir...

Pascal BEAUCHER

L'autre moitié du monde

Est et Ouest ne se rencontreront jamais, disait Kipling. Ce n'est pas la tournée d'Obama en Asie qui contredira cette affirmation.

C urieuse et décevante tournée que celle du président américain en Extrême-Orient (Japon, Chine et Corée du Sud). Aucun discours du souffle de ceux de Prague, Istanbul, Le Caire ou Accra. Étape annoncée puis annulée dans l'Indonésie de son enfance qui l'attendait comme une étoile (*star*). Voyage raccourci du fait de priorités internes qui lui ont fait manquer une partie de son rendez-vous au sommet Asie-Pacifique de Singapour. Enfin absence de décisions alors que tant de problèmes étaient en jeu. Est-ce à dire que la volonté politique d'engager un réel dialogue n'existe pas ? Et quel côté en serait le plus responsable ?

L'Amérique prétend faire de la Chine son partenaire privilégié dans la gestion des affaires du monde. Mais est-ce si sûr ? Si l'on était parfaitement sérieux, ne s'y prendrait-on pas autrement ? La Maison Blanche semble dépassée par la taille dudit partenaire. Par quel bout l'accrocher ? Pékin en tout cas se couperait des autres pays s'ils apparaissaient diriger en association avec les Américains. Ils s'en gardent bien en préservant intacte leur capacité d'influence.

Cette quasi-rebuffade n'est qu'une réponse attendue à une proposition américaine de co-gestion (G 2 ou Chinaméca) qui ne saurait s'avouer. Les deux alliés traditionnels de Washington que sont Séoul et

Tokyo ont toutes les raisons de se demander le pourquoi de cette alliance. Pourquoi une alliance alors que Washington propose une autre alliance avec Pékin, qui bien entendu la refuse ? Pourquoi surtout une alliance datant de la guerre froide sans révision depuis ?

Le Japon a déjà tranché. Les élections du 30 août ont renversé le système politique établi depuis 1955. Ce n'est pas seulement une alternance partisane, mais une crise d'identité, analogue à celle qui a accompagné la chute du mur de Berlin. Un mur quelque part est tombé au Japon. Un séisme a secoué les valeurs établies : la bureaucratie, les grandes entreprises privées, autant que les baronnies politiques. C'est plus un tournant de société qu'une simple élection. Et à l'évidence, les fondements des relations nippo-américaines sont mis en cause. Le terme d'alliance est encore tabou, mais de plus en plus celui de partenariat gagne du terrain, c'est-à-dire un rapport d'égal à égal. Mais entre l'un et l'autre, n'y a-t-il pas un plus égal ?

Washington est jugé trop faible, voire inconsistant, dans son rapport avec les deux vilains petits canards de la zone : Corée du Nord et Birmanie. Il est de plus en plus jugé incompetent pour en traiter. L'Asie aux Asiatiques, c'est-à-dire à la Chine. Laquelle se limite à contenir les problèmes, ce qui vaut toujours mieux que les résoudre pour en créer d'autres, selon une pensée peut-être confucéenne. Le seul président américain à avoir compris cela

est Nixon dont la visite à Pékin en 1972 restera dans les annales comme un sommet de la diplomatie internationale. Aucune rencontre depuis cette date ne mérite de demeurer dans les mémoires, y compris cette dernière entre Obama et Hu Jintao.

Les États-Unis semblent incapables de capitaliser sur leur pouvoir d'attraction en Asie. Leurs universités attirent le plus grand nombre d'étudiants et de chercheurs d'Extrême-Orient. Tant ils sont rapidement assimilés, tant un Américain - ou un Européen - en Asie fait toujours figure d'étranger attardé. Le déséquilibre entre pénétration et contre-pénétration est flagrant et s'aggrave de jour en jour. Il ne sera pas compensé par la diplomatie. Au contraire il rend inutiles ses efforts.

Une révision des priorités internationales s'impose. Pour certains, ce sont les problèmes du Moyen-Orient qui, intercalés entre Est et Ouest, empêchent ces deux Grands de se mesurer, de se parler autant que nécessaire. On avait cru que la relativisation de la menace islamiste rapprocherait Ouest et Est dans un commun intérêt. On est encore loin du compte. Il faudrait s'interroger sérieusement sur les raisons de cet échec dans la coopération pour ouvrir de nouvelles pistes. Jusqu'à présent, la Russie en Tchétchénie et la Chine au Sin-Kiang croient contrôler leurs problèmes internes - et Européens et Américains dans leur lutte contre le terrorisme - pour ne pas se donner la main dans les approches régionales. C'est un calcul à trop courte vue.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **JAPON** - Le pays a célébré avec faste la 20^e année du règne de l'empereur Akihito, âgé de 75 ans. Des dizaines de milliers de Japonais se sont rassemblés devant le palais impérial pour acclamer l'Empereur. Défilés, concerts et discours se sont succédés. Dans une conférence de presse qu'il avait donnée quelques temps auparavant en présence de l'impératrice Michiko le souverain avait affirmé que son père l'empereur Hirohito avait été opposé à l'entrée en guerre du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale et « que les événements qui avaient conduit à la guerre avaient été contraires à ce qu'il avait souhaité ».

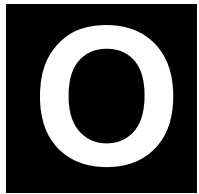
♦ **TONGA** - La commission chargée de proposer un nouveau système de gouvernement a rendu son rapport final. Elle a proposé, ainsi que le roi George Tupou V l'avait suggéré, que le pouvoir exécutif ne soit plus détenu par le souverain et que le Premier ministre soit désigné sur la recommandation de l'Assemblée. Parmi les 82 recommandations du rapport figure aussi la proposition du presque doublement du nombre des députés élus au suffrage universel qui passerait de neuf à dix-sept face aux neuf parlementaires désignés par les familles nobles.

♦ **THAÏLANDE** - Dans un entretien accordé au *Times* l'ex-Premier ministre Thaksin Shinawatra, sans remettre en cause la monarchie, s'est déclaré partisan d'une réforme des institutions royales car [la Thaïlande] « ne doit pas être trompée ni manipulée par les cercles du palais ». Cette déclaration a provoqué une vive réaction à Bangkok où le ministre des Affaires étrangères, Kasit Piromya a déclaré : « L'interview de Thaksin est un outrage à la monarchie, qui est la principale institution du pays ». Il est vrai que cet incident survient au moment où Thaksin vient d'être nommé conseiller économique du Premier ministre cambodgien Hun Sen provoquant le rappel des ambassadeurs des deux pays.

♦ **CANADA** - Le prince Charles et son épouse Camilla ont effectué un voyage officiel de onze jours au Canada au cours duquel ils ont visité quatre provinces et douze villes importantes. A Montréal, une manifestation organisée par le *Mouvement souverainiste du Québec* et le *Réseau de résistance du Québec* a perturbé la réception du prince à la cérémonie qui devait clore son séjour au Québec. Plusieurs centaines de manifestants francophones agitant pancartes et drapeaux, au son des sifflets et des percussions scandaient : « Go home, majesty ! » et « A bas la monarchie ! ». Ce n'est finalement qu'escorté par la Gendarmerie royale du Canada que le prince a pu gagner le lieu de la cérémonie.

♦ **MAROC** - Le prix *Medays 2009* de l'environnement et du développement durable a été attribué au roi Mohammed VI, en reconnaissance des différentes initiatives menées sous l'impulsion du souverain en vue de promouvoir les énergies renouvelables au Maroc, notamment le projet marocain de l'énergie solaire. Les *Medays 2009*, organisés à l'initiative de l'Institut Amadeus, ont rassemblé plus de 170 personnalités de haut niveau pour débattre des questions liées notamment au co-développement, au dialogue Nord-Sud, à la crise économique et à la résolution des conflits en Afrique et au Moyen-Orient, en présence entre autres du secrétaire général adjoint de l'Onu, Cheikh Sidia Diarra.

L'Espagne désenchantée



Outre-Pyrénées, la crise n'est pas près de s'achever. Les statistiques n'annoncent aucun rebond : l'économie est toujours en récession. Les quelques mesures annoncées par un gouvernement qui s'est peu concerté avec ses voisins européens, la faiblesse de l'opposition et l'atonie des grands médias

plombent tous les efforts qui pourraient sortir le pays de la crise. Pire, certains particularismes politiques pourraient bien contraindre le roi à revenir au centre du jeu pour effectuer les arbitrages qui s'imposent, comme aux temps les plus incertains de la transition démocratique espagnole.

Les statistiques sont sans appel. Tandis que la France et l'Allemagne peuvent se réjouir d'un taux de croissance économique de 0,3 %, l'Espagne ne parvient pas à échapper à la récession. Au second trimestre 2009, le P.I.B. a baissé de 0,1 % dans l'ensemble de l'Union européenne, fait un plongeon de 0,8 % au Royaume-Uni, mais reculé de 1 % outre-Pyrénées. Pour l'année 2009, on prévoit un recul du P.I.B. de 3,6 %. Les commentateurs se perdent en conjectures, car peu nombreux sont ceux qui avaient pris la mesure de la dérive ultra-libérale imposée depuis les années 1980 par les institutions européennes, et de ses conséquences néfastes. Quand il cherche les explications du phénomène, le *macho* ibérique donne une explication toute simple : « *quand tu sors de trente ans en prison, toutes les femmes sont belles !* », se référant à la sortie de la période franquiste.

Plus sérieusement, il faut reconnaître que l'Espagne a connu la croissance économique, à partir des années 1960, qu'a prolongé l'entrée dans la Communauté européenne, en 1986. Mais l'E-

urope ne convainc plus, aujourd'hui, l'homme de la rue. La pression à la baisse sur les salaires et l'endettement démesuré des ménages, combinés à une forte augmentation du nombre de chômeurs, brisent tous les rêves du passage à une économie pleinement compétitive (1). Les puissantes automobiles 4x4 autrefois achetées à crédit disparaissent peu à peu du paysage et rares sont les jeunes couples qui ont encore les moyens de se promener autrement qu'en scooter. Plusieurs millions de foyers se composent désormais de personnes dont les revenus ne viennent que des aides sociales. Le taux de chômage, au deuxième trimestre de cette année, a ainsi atteint 17,9 % de la population active. On pense terminer l'année à 20 %.

Récession

Comment expliquer la catastrophe ?

Le pays possède une économie bien moins exportatrice que celle de l'Allemagne ou de la France, et l'activité des entreprises espagnoles dépend trop de la demande intérieure. Compte tenu des difficultés, la consommation des ménages a baissé de 4,1 %, au premier trimes-

tre 2009. La chute du déficit commercial, dans ce contexte, n'est même pas une bonne nouvelle. Il témoigne seulement de la paralysie de l'activité économique d'un pays qui importe de moins en moins. Et dire que l'Espagne, jusqu'à l'année dernière, était présentée par de nombreux économistes comme un modèle de décollage économique réussi. L'économie espagnole est en train d'atterrir en catastrophe. Les recettes traditionnelles du tourisme, de plus, manquent. L'Espagne a perdu plus d'un demi million de touristes, dont nombre de Britanniques eux aussi touchés par la crise.

Tensions sociales

En Andalousie, province la plus pauvre, le boom de l'immobilier des dernières années avait transformé nombre de petits ouvriers agricoles en de redoutables promoteurs. Un très grand nombre sont aujourd'hui contraints à un retour à la terre et à la condition de journalier. Cette profession avait, chez les Espagnols du moins, presque disparu depuis le milieu des années 1980, en particulier sur le littoral touristique, métamorphosé par la spéculation immobilière. Dans le secteur de l'emploi agricole, la concurrence avec les travailleurs immigrés venant d'Europe de l'Est ou du Maroc est aujourd'hui très vive. Les tensions sociales également. L'endettement a laissé croire aux Espagnols que tous les espoirs pouvaient être permis. Presque tous ont été dupés par des banques qui acceptaient des emprunts de 50 ans et des remboursements engloutissant, intérêts à taux révisables compris, jusqu'à 70 % des revenus. La reprise devra attendre.

Face à cette situation, le pouvoir politique n'est clairement pas à la hauteur. Les

socialistes, aux commandes, sont tout autant compromis que leurs collègues européens avec l'idéologie dominante. Ils s'en tiennent à un pilotage à vue déconcertant, fondé sur la stricte orthodoxie budgétaire. Ainsi, les salaires de la fonction publique ne devraient pas augmenter de plus de 1 %, en 2010. C'est la rigueur budgétaire. Seules entorses tolérées au credo ultra-libéral, la prime à la casse dans l'automobile reportée par le ministre de l'Économie jusqu'à la fin de l'année et un *Plan E* - comme Espagne - pour la relance économique et l'emploi, mêlant grands et petits travaux d'infrastructures, d'à peine plus de quinze milliards d'euros. Et cela devrait tenir lieu de *New Deal*. Les panneaux signalant les investissements du FEDER, le fonds européen de développement économique régional, ont maintenant disparu du paysage, remplacés par ceux du Plan E. Tout un symbole de l'inaction européenne. La relance keynésienne n'est pas pour demain.

Chômage

Au moins le gouvernement peut-il compter sur le soutien tacite des syndicats qui redoutent un retour de la droite, elle aussi d'ailleurs fort éloignée d'un *aggiornamento* en matière de politique économique. Ses dirigeants ont même du mal à gagner en crédibilité. La révélation de l'augmentation de 100 000 euros du salaire de l'ancien Premier ministre Jose Maria Aznar, aujourd'hui salarié du groupe *Murdoch*, qui a vu pourtant ses bénéfices fondre de 40 % cette année, n'est pas le signe d'une révolution culturelle. Le prince Felipe, à l'occasion de la cérémonie de remise des prix *Prince des Asturies*, récompensant notamment les acteurs sociaux, a pourtant rappelé à quel point la *perte de dignité* était le pire des fléaux qui guette maintenant une société en proie au chômage massif. D'instinct, la monarchie, semble prendre ses distances avec les excès des élites politiques, dans le contexte d'une situation qui pourrait devenir socialement explosive.

De même, le roi, que la Constitution désigne comme *arbitre et modérateur* du jeu politique, est-il porté à se méfier de la mauvaise partie qui s'est engagée - à un autre niveau - entre différentes conceptions du sentiment national, qu'une intéressante étude de sociologie a identifié (2) : un espagnolisme traditionnel issu du franquisme, un *néo-espagnolisme* modéré partagé par tous les acteurs de la transition démocratique, un *nationalisme modéré* qui a guidé la mise en place des autonomies régionales, et un nationa-

lisme souverainiste qui exige l'autodétermination et l'indépendance.

Le révélateur de cette confrontation, dont on ne sait sur quels troubles elle pourrait déboucher, est la sentence prochainement attendue du Tribunal constitutionnel - l'équivalent de notre Conseil constitutionnel -, au sujet du statut de la région de Catalogne, adopté localement par référendum, en 2006. Le préambule et les articles 6 et 8 du nouveau statut catalan précisent que la région la plus riche d'Espagne est reconnue comme *réalité nationale*, qu'elle dispose d'un drapeau, d'une fête, d'un hymne et d'une langue officielle : le catalan. Celui-ci est *d'usage normal et préférentiel* dans les administrations, notamment celle de l'éducation. Le castillan - l'espagnol - est lui aussi reconnu, mais comme *langue officielle de l'État espagnol*, ce dernier apparaissant bien distinct de la Catalogne.

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Zapatero, approuve ce texte qui lui permet, il est vrai, de gouverner à Madrid avec l'appui des principaux partis catalans. Pour justifier son choix, il a déclaré que la nation est à la fois une notion *discutable et discutée*. Jouer avec l'identité nationale est en passe de devenir le sport le plus pratiqué de nos élites déboussolées. Les juges de la cour constitutionnelle, cependant, ne semblent pas disposés à l'entendre ainsi. Des fuites savamment organisées dans la presse semblent préparer l'opinion à une censure des principales dispositions du statut catalan. *El País* parle déjà de *situation révolutionnaire*. Les partisans de la censure la justifient par la nécessité de défendre la Constitution espagnole, elle aussi adoptée en son temps par référendum.

Arbitrage

La situation, on le voit, risque d'être inextricable. Dans le pire des cas, la voix du roi pourrait aussi se faire entendre. Le pire n'est jamais certain, mais l'on s'en approche à grands pas. Déjà l'ex-président de la Généralité de Catalogne, le socialiste Pasqual Maragall appelle les Catalans à cesser de payer leurs impôts si le Tribunal constitutionnel de Madrid ne



■ Face à la crise l'Espagne improvise son Plan E.

rend pas une sentence favorable au statut (3). Le débat fait rage, entre juristes, responsables politiques et journalistes de toutes obédiences, autour des nouvelles définitions, bien contradictoire, de l'identité espagnole. Dans ce domaine comme dans d'autres, cela ne peut nous laisser indifférents, même si les questions posées ne trouvent pas des réponses d'emblée évidentes.

Le roi n'est pas encore dans une situation identique à celle du coup d'État de 1981, qui ferait de lui le seul maître du jeu. Mais les Espagnols se rappellent qu'aux premiers mois de son règne, en janvier 1976, son voyage à Barcelone ainsi que les premières concessions faites à l'autonomie, avaient désigné Juan Carlos, bien plus que le *caudillo*, comme roi de tous les Espagnols. Le roi, il est vrai, depuis quelques années, avait semblé perdre la main. Dans le contexte d'une monarchie durablement établie, sa popularité était restée très haute, face au jeu normal des partis, qui semblait le maintenir dans la seule fonction de *représentation au plus haut niveau de l'État*, selon la lettre de la Constitution. Même dans le débat, dont on se souvient qu'il fut très vif, sur l'envoi de troupes espagnoles en Irak par la précédente majorité, le roi, malgré toute sa bonne volonté et les réunions informelles parfois organisées, n'avait pas su faire taire les violentes attaques opposant la gauche et la droite. Mais, dans la monarchie constitutionnelle, le roi ne barre que par gros temps.

David NOVARRO

(1) Cf. Nacima Baron-Yellès - « *Atlas de l'Espagne. Une métamorphose inachevée ?* », Autrement, 2009, prix franco : 19 €.

Achat immédiat

(2) Helena Béjar - « *La dejación de España. Nacionalismo, desencanto y pertenencia* », Katz editores, 2008.

(3) *El País*, du 08/10/2009.

Dialectique de la résistance

Résister ! L'injonction est forte et belle. Encore faut-il en être capable jour après jour, sans beaucoup d'espoir, malgré la contrainte et la peur. L'enquête de Natacha Borgeaud-Garciandia permet de renouveler la réflexion sur les conditions d'existence et de lutte dans un système de domination.

Sociologue, spécialiste de l'Amérique latine, Natacha Borgeaud-Garciandia a mené une longue enquête auprès des ouvrières et des ouvriers des *maquiladoras* du Nicaragua (1). Nous savons que ces usines textiles, installées en zone franche dans plusieurs pays latino-américains, comptent parmi les pires inventions du capitalisme globalisé : production de masse au coût le plus bas, grâce à l'embrigadement de travailleurs sous-payés.

Dénoncer de loin ce système ne suffit pas : les ultra-libéraux ont beau jeu de rétorquer qu'il vaut mieux gagner un peu d'argent que pas du tout. Au Nicaragua comme ici, ces réalistes ajoutent qu'on peut gagner plus en intensifiant sa production et en faisant des heures supplémentaires. C'est vrai. D'ailleurs, les employés des *maquiladoras* acceptent de se soumettre à ce chantage exercé par les capitalistes avec le plein accord d'un gouvernement qui, après la fin du sandinisme, a décidé de vendre à bas prix une partie de la population

plutôt que de voir augmenter le chômage.

Certes, la loi impitoyable de l'offre et de la demande de travail n'est pas une fatalité : il faut des conditions politiques et idéologiques précises pour qu'une population laborieuse soit placée dans une situation de non-choix. Mais ce constat théorique, somme toute banal, ne permet pas de résoudre l'énigme, gênante pour le critique, scandaleuse pour le militant, du consentement à la soumission. L'être le plus exploité n'est-il pas le plus révolté ? Si ce prolétaire ne s'engage pas dans une avant-garde révolutionnaire, faut-il désespérer de « masses » définitivement aliénées et reprendre, en désespoir de cause, le discours classique sur la *servitude volontaire* ? Après avoir longuement écouté celles et ceux qui sont dans le système de domination, Natacha Borgeaud-Garciandia examine la pertinence de ces concepts qui nous furent ou qui sont encore familiers.

La révolte ? Aujourd'hui dans les *maquiladoras* comme

en bien d'autres lieux de travail contraint, la révolte est une vision romantique plaquée sur des conditions de vie et de travail (10 à 14 heures par jour) qui ne permettent pas de l'envisager : il faut garder son travail pour manger, s'occuper de sa famille, dormir un peu... Les hommes peuvent s'affranchir des contraintes domestiques mais les femmes sont sans cesse à la tâche, à l'usine et à la maison, sacrifiant leur vie amoureuse et souvent obligées d'élever seules les enfants d'un géniteur évanoui dans la nature.

La révolution ? Le regret du gouvernement sandiniste ne suffit pas à créer les conditions politiques d'une révolution sociale.

Faut-il dès lors évoquer un être aliéné, incapable de comprendre le monde et dépossédé de lui-même ? Non. Notre sociologue a rencontré des hommes et surtout des femmes qui ont une vive intelligence de leur situation, qu'ils expriment dans leurs paroles et par leurs silences. Ils savent où ils en sont ; ils gardent des points d'ancrage hors de l'usine qui ne plairont pas aux jeunes révolutionnaires qui battent le pavé parisien : la famille, la religion parfois sous sa forme sectaire... Et ils se situent dans le temps puisqu'ils veulent une autre vie, émancipée, pour leurs enfants. Mais ils travaillent avec acharnement.

Servitude volontaire ? Oui, mais « la volonté n'est pas de servir en soi mais de réaliser au plus vite et au mieux la tâche imposée, avant qu'elle n'envahisse la pensée, ou de témoigner de son habileté. Ou encore, cette activité témoignant de la servitude peut être la même qui, sans qu'elles puissent être confondues, soutient l'identification du sujet qui se constitue malgré la domination ». Nous sommes ici au cœur du livre. La logique de la domination est acceptée (il faut travailler comme des esclaves, on n'a pas le choix ; il faut produire au maximum et se soumettre au contre-maître) mais le système de contraintes présente des failles qui sont exploitées ; il pousse lui-même à des actes de résistance à la domination qui créent une fine dialectique par laquelle les esclaves apparents se constituent en sujets insoumis et affirment une liberté qui était en puissance. Cette résistance est tantôt collective, tantôt individuelle. Elle s'accomplit dans la peur, qu'il faut tenter de maîtriser : « pour vivre malgré sa présence persistante, les êtres cherchent à alléger leurs perceptions de son poids. La taire fait partie de cette stratégie. La taire, c'est la contenir, en quelque sorte. Seulement elle apparaît d'autant plus nue ».

Dans ces luttes quotidiennes, marquées de victoires minuscules sur les petits chefs et sur soi-même (ne pas céder à sa peur) les humiliés affirment leur identité, qui est le résultat de la domination, et transforment leur liberté essentielle en libération effective. Dans cette dialectique de la résistance, imprévisible dans son déroulement, le politique n'est pas anéanti : extérieur au système de domination, il se tient quelque part dans l'inattendu. Comme la liberté, le politique est là comme potentiel : la conclusion de Natacha Borgeaud-Garciandia est en forme de promesse, au Nicaragua comme ici.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Natacha Borgeaud-Garciandia – « Dans les failles de la domination », PUF, 2009. Collection *Souffrance et théorie* dirigée par Christophe Dejours et Francis Martens, prix franco : 13 €. ➡ [Achat immédiat](#)



Jean de France
Un prince français

Prix franco 21 €

➡ [Achat immédiat](#)

Claude Lévi-Strauss

Régis Debray, interrogé sur la mort de Claude Lévi-Strauss, s'est étonné de l'étrange portrait qui était en ce moment colporté sur le compte de l'anthropologue. C'est comme si l'on voulait reporter sur cette figure de proue du temps présent, tous les clichés de la bien-pensance actuelle. Or, ces clichés, l'intéressé les récusait tous, et Debray d'expliquer malicieusement que sous le bicorné d'académicien se cachait un anarchiste, rebelle aux préjugés en cours. Il est vrai que le structuralisme n'est plus à la mode, comme il le fut à l'époque où on ne jurait que par lui. Mais il est entendu qu'un *intellectuel* est forcément emblématique de l'extrême avant-garde, qu'il est progressiste par définition et donc prêt à signer toutes les pétitions pour l'avancée des idées modernes. Or, Lévi-Strauss n'en signait pratiquement aucune, exérait les désordres de Mai-68, était contre l'intrusion des femmes à l'Académie et surtout professait les plus solides préventions à l'égard d'un progrès qui était, pour lui, illusoire. Un solide pessimisme à l'égard de la condition humaine caractérise l'auteur de *Tristes Tropiques*, qui répudiait toute eschatologie de l'histoire.

C'est d'ailleurs ce qui pourrait le rendre proche d'une certaine sensibilité contemporaine, de type écologiste. Mais on se garde trop d'insister sur le sujet, qui, de fait, est dangereux. Déclarer comme dans la finale de son plus célèbre livre : « *Le monde a commencé sans l'homme et il s'achèvera sans lui.* », c'est renoncer à toute idée messianique, notamment révolutionnaire. Il y avait quelque chose d'irréductiblement conservateur chez l'homme qui considérait comme un égarement son bref engagement socialiste d'avant-guerre et la bévée pacifiste qui lui était liée. Cela l'avait éloigné à tout jamais d'une prétention intellectuelle en politique. Pour autant, sa stature de savant le dotait d'une solide compétence quant au destin général de l'espèce. Mais loin d'avoir les convictions d'un Condorcet et des grands systèmes dix-neuviémistes sur l'avenir radieux, l'anthropologue se révélait sceptique intégral, on pourrait même dire nihiliste, si sa profonde culture de grand civilisé ne contredisait l'amertume du philosophe. C'est son suprême paradoxe. Claude Lévi-Strauss a incarné quelques-unes des choses des plus somptueuses de l'humanité pour nous révéler en définitive, comme Bossuet mais dans une intention contraire, que tout cela était vanité. *Vanitas vanitatum* !

Héritier par ses pères du judaïsme, il s'en sépare radicalement par son athéisme. Homme des Lumières par formation, il récusait toute prétention à une inscription supérieure des hommes dans le cours des processus naturels. Ce faisant, il est d'ailleurs tout à fait cohérent avec les matérialistes du

XVIII^e et les idéologues du début du XIX^e, mais sans pouvoir assumer leur optimisme rationnel associé à un prométhéisme scientifique, industriel et politique. Pour lui, tout tend vers l'entropie, c'est à dire la dislocation de la matière et la désagrégation d'un ordre originel. C'est pourquoi, je me croyais autorisé à parler à son propos de sensibilité pré-écologiste. En ce sens, il ressemble assez à Eugen Drewermann, ce mythologue auquel je me suis intéressé il y a une dizaine d'années pour m'inquiéter de son antihumanisme. Mais le parallélisme a ses limites. Par ce qu'il y a de Chateaubriand dans son écriture, par ce qu'il apporte à la connaissance de l'espèce, par son amour éclairé de l'art, Lévi-Strauss demeure cet humaniste que sa conviction intime fait voler en éclats.

Évidemment, parler de celui qui restera comme le formidable bâtisseur des *mythologiques*, sans être capable d'aligner la moindre compétence ethnologique, est rédhitoire. Je laisse aux spécialistes le soin d'apprécier ce que beaucoup considèrent comme le « *monument absolu de la pensée de la seconde moitié du XX^e siècle* » (Emmanuel Desveaux). Quelques idées centrales de l'homme majeur, comme l'origine de la prohibition de l'inceste et l'échange matrimonial sont discutées quant à leur pertinence sur le terrain sud-américain et à l'échelle universelle. Mais ce qui m'a particulièrement touché dans les controverses à propos de l'ethnologue, concerne le différend fondamental avec René Girard que l'intéressé a d'ailleurs éludé en récusant la compétence des analyses de *la violence et le sacré*. Reste que la question est bel et bien posée. N'y a-t-il pas dans l'histoire la plus ancienne des sociétés humaines cet invariant qu'est leur violence interne, cette violence qui a tendance à les détraquer et contre laquelle elles tentent de se prémunir ? Il est vrai que le point de vue de René Girard entraîne très loin, en obligeant à comparer le domaine des mythes à celui de la Bible. Jamais un Lévi-Strauss ne se serait laissé entraîner dans une problématique aussi dangereuse pour qui s'est toujours gardé d'envisager l'homme à l'aune de la métaphysique et même à celle de la subjectivité.

C'est bien là que nous constatons que le scientifique le plus pur n'est pas indemne de présupposés philosophiques. Claude Lévi-Strauss, avant d'apprendre sur le terrain - avec quelle maestria ! - son métier d'ethnologue, avait commencé par la philosophie, où il avait trouvé ses repères fondateurs. Contre la phénoménologie et l'existentialisme, il a choisi le positivisme avec l'a priori fondamental qu'est l'idée de nature dix-huitiémiste. Il récusait donc tout anthropocentrisme, toute primauté de la conscience, se posant comme adversaire de ces grands contemporains que furent un Paul Ricœur et un Emmanuel Levinas. Il faut donc comprendre et admettre le penseur dans les limites qu'il a lui-même choisies. Pourtant, ce qu'il y avait de curiosité inépuisable chez lui et de probité foncière lui faisait parfois hésiter dans un refus définitif à ce qu'il ne connaissait pas ou n'avait pas voulu délibérément connaître.

📖 *Tristes Tropiques* est toujours accessible dans la collection Pocket, tout en gardant sur la couverture la marque de *Terre humaine*, la fameuse collection de Plon fondée par Jean Malaurie, prix franco : 9 €.

par Gérard Leclerc



Le passager de l'œuvre...

Ce passager, c'est le lecteur singulièrement mis à mal par la critique savante et universitaire depuis quelque 30 ans, mais aussi dégradé par une pratique journalistique excessivement impressionniste. Or quand le lecteur est Alain Finkielkraut, c'est toute une intelligence de la lecture qui réordonne le champ de la critique (1).

Sarte, philosophe-roi et législateur, posait la question *rhétorique* de savoir ce qu'est la Littérature. Plus modeste, mais plus convaincant, humble devant les œuvres variées qu'il étudie, n'hésitant pas à les admirer en le disant au point de pratiquer cet exercice déconcertant : raconter l'œuvre pour l'épouser et se l'approprier par mimétisme (2), Alain Finkielkraut se demande ce que **peut** la Littérature et semble faire retraite dans cette question avant le désastre où nous courrions : pourquoi en avons-nous **besoin** ?

Ce sont les œuvres qui répondent ou plutôt qui appellent. Quelles œuvres ? Celles dont le grand Récit force les résistances qu'opposent à la lumière sur l'homme les mille petits récits personnels, « les fictions sommaires » dictées par l'Idéologie ou le Marché, celles que chacun nourrit en soi-même ou accueille avec complaisance. Entre les textes, la ligne de partage, comme en témoi-

gne la diversité des études, parfois déconcertante, ne passe plus ici par une frontière esthétique, mais entre ce qu'il conviendrait d'appeler les Grands et les petits récits. La Littérature, c'est ce qui décentre du réel tout fait, puissance qui déséquilibre les évidences, non naturellement pour le désert, mais, à travers son *analogie*, pour refonder un *monde commun* viable que les totalitarismes ont ruiné naguère ou que menace aujourd'hui l'insignifiance de l'hyper démocratie, naviguant étroitement entre ces deux formes dégradées du langage : la langue de bois des systèmes abstraits de l'Est communiste et le bavardage (auto compassionnel ?) de nos sociétés.

Dès lors, « *le roman est la fable qui ne joue pas le jeu* », écrit-il. Ce jeu, c'est la simplification abstraite : soit le jeu de l'Archétype à l'œuvre dans le roman de la philosophie de l'histoire, soit le jeu de cette autre abstraction qu'est l'égalité démocratique intégrale : dans les deux cas, c'est la singularité inépuisable du sujet

qui est évacuée. De Cervantès à Kundera ou Philip Roth, en passant par Conrad, Dostoïevski ou Camus, le roman est l'héritier du procès ouvert par Sophocle.

La lecture est un exercice d'admiration, qui inclut une hiérarchie. Et c'est un lieu ouvert au meilleur de l'homme. C'était la mission de l'école, comme en témoigne Camus, d'ouvrir chaque élève à la qualité de l'homme, d'appeler, n'en déplaise à Bourdieu, à participer à un *héritage*. Cette mission, l'école l'a perdue. Alain Finkielkraut désigne ainsi une réalité forte, mais en termes neufs, dont on peut faire le constat au quotidien : au rebours de ce qui se dit habituellement, ce n'est pas le prétendu vide des élèves qui fait problème, c'est le trop plein des petits récits personnels et l'impuissance, résultat d'un discours dominant et légitimant le moi, à faire place au Grand récit, à être disponible à son accueil. La crise de l'école est donc une crise de l'Extériorité, tout autant qu'une crise du langage. L'enseignement, contaminé par l'abstraction démocratique de l'égalité étendue abusivement à la culture et par la prolifération cancéreuse des *petits récits*, des petites fictions sommaires, se retrouve impuissant à donner sa place à la complexité du monde, à son indétermination, à son altérité, à un questionnement qui exclut la Totalité rassurante, et

pour tout dire au décentrement de la *personne* sur le *personnage*. Car l'expérience de la Littérature, son enseignement est sans doute avant tout cela : **écouter avec ses yeux**, posés sur le monde du livre, la rumeur, toujours autre et toujours semblable, qu'est le malheur et ensemble la grandeur d'être un homme, après qu'on a oublié, au moins provisoirement, l'insignifiance de n'être qu'un individu ! L'enrichissement passe par ce détour.

Face au monde terriblement simplifié dont on nous enchante - le Bien contre le Mal, le Vrai et le Faux, le Moral et l'Immoral, etc. - face donc au monde **binaire**, la Littérature oppose ses **nuances** (pour reprendre les termes dont se sert Alain Finkielkraut), son réseau de vérités imparfaites ou inachevées et tout ce qui compose un appel au renouvellement incessant des lectures. À vrai dire, lieu dont le centre est partout dans une bibliothèque et la circonférence nulle part, la Littérature est source de trouble autant qu'*éclaircissement de l'être*.

Pessimiste, Finkielkraut qui semble craindre un monde saturé de personnages sans leurs auteurs : « *C'est peut-être cela, la société post littéraire ou le monde d'après le roman : un monde peuplé d'Emma Bovary sans Flaubert, d'enfants de don Quichotte sans Cervantès...* » Un univers fermé sur ses fantasmes, ayant eu raison de son imagination ? Monde certainement en crise, où il est bon que le veilleur d'Argos monte au créneau. On entend sa voix, la plus pure, la plus exigeante et la plus courageuse de sa génération.

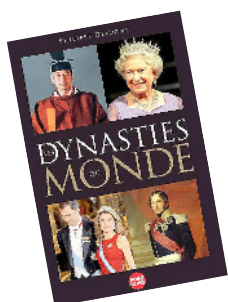
Alain FLAMAND

📖 (1) « *Un cœur intelligent* », Stock Flammarion, prix franco : 22 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) « *... dans l'enseignement de la littérature, on gagnerait beaucoup à raconter au lieu d'expliquer, de décortiquer, voire de déconstruire* » ; Mona Ozouf, in « *Ce que peut la littérature* », sous la direction d'Alain Finkielkraut, Éd. Folio (n°4681), prix franco : 9,50 €.

➡ [Achat immédiat](#)



Philippe Delorme
**Dynasties
du monde**

Prix franco : 19,50 € ➡ [Achat immédiat](#)

Naissance d'un prince

« *Leurs Altesses Royales le duc et la duchesse de Vendôme ont la joie de vous annoncer la naissance, ce 19 novembre 2009, à Paris, de Son Altesse Royale le prince Gaston de France* ».

C'est par ce bref communiqué paru sur le site internet de *Gens de France* que les Français ont appris la naissance d'un petit prince au foyer du prince Jean et de son épouse Philomena.

Le prénom de Gaston, inhabituel dans la Famille de France, a apparemment été choisi en hommage à Gaston d'Orléans, comte d'Eu et prince du Brésil, grand-père de feu la comtesse de Paris pour laquelle le prince Jean avait une affection toute particulière.

Les royalistes de la NAR adressent leurs plus vives félicitations aux heureux parents et souhaitent longue vie au jeune Gaston qui aura plus tard la lourde tâche d'incarner l'espérance monarchique.

Y.A.

[Voir l'album photos](#)

CONGRÈS 2010

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les **17 et 18 avril 2010**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**Néoprotectionnisme et réindustrialisation**" et, d'autre part, "**Souffrance au travail**

et relations dans l'entreprise".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur..

Enfin, cette année, le Congrès aura à avaliser les termes de la « Déclaration de principes » qui est appelée à remplacer la *Déclaration fondamentale* que signe chaque adhérents et à adopter les nouveaux statuts de la NAR.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@gmail.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 2 décembre** : Jeunes, intelligents, cultivés, aveuglément dévoués à leur cause : tels étaient les « Maos » de la Gauche prolétarienne. Ils rêvaient d'une révolution aussi rouge que l'Orient était rouge dans les années soixante... Comme la mode était maoïste, on désigna comme « maorrassiens » les royalistes qui venaient de faire une retentissante scission ! Le temps a passé et voici qu'il faut s'interroger sur « **L'étrange destin des maoïstes français** », du moins des maos de la GP. Leur chef, Benny Lévy, est allé étudier dans une yeshiva, un autre, Christian Jambet, s'est spécialisé dans l'étude de l'islam chiite et le plus connu, André Glucksmann, est devenu le chantre de l'occidentalisme et a rallié Nicolas Sarkozy. Journaliste au *Monde*, auteur d'un ouvrage sur ceux qu'il appelle les « *Maocci-dents* », **Jean BIRNBAUM** expliquera ces itinéraires politiques et spirituels dont Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin furent témoins.

● **Mercredi 9 décembre** - Journaliste, **Jean-Michel QUATREPOINT** a travaillé au *Monde* pendant onze ans, puis dirigé les rédactions de l'*Agefi*, de *La Tribune* et du *Nouvel Économiste* avant d'animer, quinze années durant, la *Lettre A*.

Il a donc observé et commenté la vie économique à des postes de premier plan et sa longue expérience lui a permis de publier un premier livre qui annonçait en 2008 la *Crise globale* - ce qui lui a valu le Prix de l'excellence économique.

Dans le nouvel ouvrage qu'il a accepté de nous présenter, *La dernière bulle*, Jean-Michel Quatrepoint explique le déroulement de la crise et montre pourquoi il est vain de croire à une véritable reprise. Au cœur de son analyse, le démontage du « **Piège de Wall Street** » dans lequel Barack Obama est tombé et qui l'empêche d'organiser la refonte générale du système qui a provoqué la crise. L'analyse, passionnante, nous conduira à envisager, avec notre invité, une nouvelle politique économique et financière.

● **Mercredi 16 décembre** - Directeur de recherches au CNRS, **Michel DREYFUS** est historien du mouvement ouvrier, auteur d'ouvrages sur le syndicalisme, les Assurances sociales et le communisme. Le dernier ouvrage qu'il a publié porte sur l'antisémitisme en France, que l'on croit circonscrit aux groupes d'extrême droite, tel la Ligue antisémite à la fin du XIX^e et l'Action française au siècle dernier.

Or il existe un « Antisémitisme à gauche » qui n'est pas le fait de quelques déviants mais qui est d'ordinaire peu évoqué. Michel Dreyfus montre que toutes les composantes de la gauche ont tenu des discours antisémites – soit pour dénoncer le « capitalisme juif », soit pour fustiger sur un mode raciste des ennemis de la nation. Aussi violent que celui des nationalistes, l'antisémitisme de gauche s'estompe après l'affaire Dreyfus mais on le retrouve dans le pacifisme de l'entre-deux-guerres puis à l'ultra-gauche à la fin du siècle dernier. Cette histoire méconnue inquiète. Il faut l'étudier de près.

● **Mercredis 23 et 30 décembre** – Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Scénario noir

Depuis des mois, les économistes français, anglais et américains qui avaient annoncé la crise soulignent dans leurs études et articles (1) la fragilité de la reprise économique. Ceci dans l'indifférence de nos médias : le récit dominant est celui d'une sortie de crise, tempéré en langue de bois par les autorités supposées compétentes et la tribu des « experts » patentés.

Mais voici que le diable porte pierre. Dans un rapport adressé à ses clients, la Société générale envisage un scénario noir qui fait prime sur le marché de l'information : dette insupportable aux États-Unis, nouvelle crise boursière, effondrement du dollar... Conclusion de la banque, telle qu'elle est répercutée par les médias : vendez vos actions et vos dollars, spéculiez sur l'or et les produits alimentaires ! Si le conseil se transforme en prophétie autoréalisatrice, la Société générale portera de très lourdes responsabilités.

Je m'en tiendrai pour ma part à un simple constat : rien n'a changé depuis le début de la crise, sauf le contenu des discours, moralisateurs, et l'agitation sur les bonus. Après la grande panique de l'automne dernier, maîtrisée par les États et les banques centrales, les oligarchies occidentales se sont hâtées de remettre en marche la machinerie ultra-libérale. Certes, Barack Obama est sympathique et intelligent, Nicolas Sarkozy peut encore séduire lorsque son parolier lui fait lire des discours volontaristes à tonalité vaguement gaullienne et M. Zapatero est sans doute un brave homme.

Mais ils ont tous été incapables de changer la donne, à la manière de Roosevelt mettant en œuvre le *New Deal*.

Encore une fois, démission du gouvernement des États-Unis, démission du gouvernement français, du gouvernement allemand – entre autres – et de la gouvernance européiste devant les puissances financières et économiques. Le résultat se trouve dans les recoins de la presse écrite. En novembre, nous avons appris qu'il y avait tou-



jours des faillites bancaires aux États-Unis : ce sont de petits établissements qui sont touchés mais aussi, au début du mois, la banque CIT spécialisée dans le financement des petites et moyennes entreprises. Pourtant, il y a relance des prêts hypothécaires, cause immédiate de la crise, dans un pays qui compte plus de cinq millions et demi de chômeurs... En Angleterre, nous observons que le gouvernement a lancé un plan massif d'aide aux banques, ce qui contredit l'optimisme affiché par les milieux officiels sur le continent. Pour la zone euro, la Commission annonce une croissance de 0,7 % l'an prochain, qui ne permettrait pas de faire

baisser le taux de chômage. Comme la pression sur les salaires se maintient ou s'accroît, il est vain d'espérer une relance de la consommation qui assurerait une plus forte croissance. Mais la spéculation flambe à nouveau, on continue à fermer des usines et à sacrifier des emplois pour accroître le taux de profit et on compte sur la Chine pour stimuler l'activité et empêcher que la baisse du dollar ne tourne à la catastrophe.

Surtout, aucune autorité politique n'a voulu admettre que le libre-échange était la cause essentielle de la crise. La concurrence reste le principe absolu, plus ou moins respecté mais toujours absurde et destructeur. Dans la guerre économique et monétaire, nous sommes livrés sans défense aux pays qui laissent filer leur monnaie, produisent en polluant à tous vents et surexploitent la population laborieuse.

Barack Obama et Nicolas Sarkozy se sont tous deux fait élire sur des slogans volontaristes sans être capables, dans l'épreuve, du sursaut que les peuples attendaient. Mais le président des États-Unis est dans une situation pire que la nôtre : deux guerres perdues et la faillite totale du système américain. La France est libre, quant à elle, de retrouver la cohérence de son modèle et de le dynamiser par voie de nationalisations et d'inflation salariale ; elle peut lancer le projet d'une reconstruction générale de l'Europe protégée dans son économie et élargie sous forme confédérale à l'ensemble du continent. Mais l'hyperactivité du supposé président masque une inertie coupable : nous continuons à dilapider nos forces et nous perdons notre temps.

Bertrand RENOUVIN

(1) les plus importants sont publiés sur mon blog www.bertrand-renouvin.fr à la rubrique « Références ».